

Plusieurs wilayas rudement affectées

Les feux de forêt font des ravages

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Plus de 150 000 personnes ont visité le village Sahel
Clôture de la 16^e édition
du festival Raconte-Arts
à Bouzeguène

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4842 - Dimanche 28 juillet 2019 - Prix : 10 DA

Malgré une production des céréales dépassant 220 milliards de DA

L'Algérie dépend toujours de l'importation de blé

Page 2

Sortir ou rester,
telle est
toujours
la question

Par Mohamed Habili

Les Brexiteurs ayant pris les commandes en Grande-Bretagne, la question ne devrait plus se poser de savoir si ce pays va rester ou s'il va quitter l'Union européenne. Depuis qu'il est Premier ministre, Boris Johnson, a dit et répété que la Grande-Bretagne ne serait plus membre de l'UE, avec ou sans accord, le soir du 31 octobre prochain. Pour quelqu'un qui avait fait campagne pour la sortie, et qui ensuite a démissionné de son poste de ministre des Affaires étrangères, estimant que Theresa May bradait les intérêts de la Grande-Bretagne avec l'accord auquel elle était parvenue avec l'Europe, sortir sans accord est forcément la solution optimale. Tout accord conclu entre un pays isolé et un ensemble de pays ne peut être qu'un mauvais accord pour le premier. Dans ces conditions, pourquoi attendre le 31 octobre, délai convenu avec les Européens ? Pourquoi ne pas sortir dès à présent ? La Grande-Bretagne, ce faisant, gagnerait trois mois, au lieu de les perdre, étant entendu que depuis qu'il en est question, il n'y a rien dans cette sortie qui n'ait été pesé et soupesé par les services compétents des deux côtés de la Manche. On peut penser que c'est ce que ferait le gouvernement dirigé par Boris Johnson...s'il en avait le pouvoir. Le régime politique britannique est tel que le pouvoir de décision n'est pas entre les mains de l'Exécutif mais entre celles du Parlement.

Suite en page 3

Première réunion aujourd'hui du panel des six

Karim Younès évoque une dissolution en cas de non-respect des engagements



Le panel des six personnalités devant conduire la médiation pour le dialogue national auquel a appelé Bensalah, en vue d'obtenir un «consensus le plus large possible» sur les conditions et modalités d'organisation de l'élection présidentielle tiendra, aujourd'hui à Alger, sa première réunion. Lire page 2

Tunisie

Funérailles du président Béji Caïd Essebsi

Page 4

A partir de ce soir

Le festival «Mosta du rire» est de retour

Page 13

Première réunion aujourd'hui du panel des six

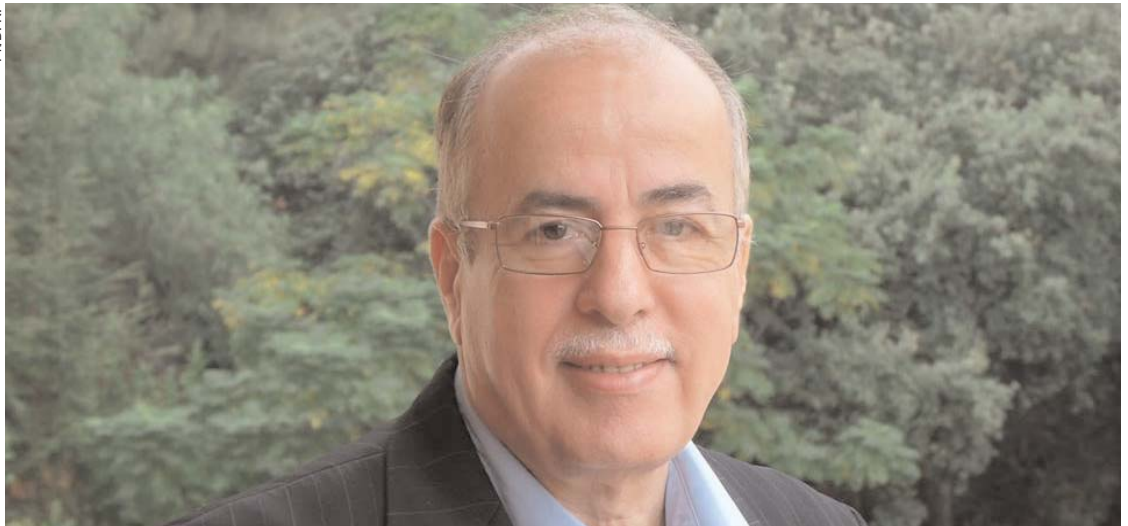
Karim Younès évoque une dissolution en cas de non-respect des engagements

■ Le panel des six personnalités devant conduire la médiation pour le dialogue national auquel a appelé Bensalah, en vue d'obtenir un «consensus le plus large possible» sur les conditions et modalités d'organisation de l'élection présidentielle tiendra, aujourd'hui à Alger, sa première réunion.

Par Lynda Naili

Cette information donnée hier par l'APS ne donne certes pas plus de détails sur l'ordre du jour de cette première réunion, il n'en demeure pas moins que le post fait hier matin par Karim Younès, président dudit panel, sur sa page Facebook laisse prévoir les contours de cette rencontre. En effet, le panel laisse «une semaine» à Bensalah pour concrétiser les préalables convenus jeudi dernier avant de conduire la médiation pour le dialogue national, faute de quoi une autodissolution du groupe n'est pas à écarter, a annoncé Karim Younès, coordinateur du panel : «*Cette semaine sera décisive. Si les engagements pris par la Présidence ne connaissent pas un début d'exécution, le panel, "Tajma3th n'el khir" se réunira et examinera l'éventualité de la suspension de ses travaux et pourra même aller jusqu'à son autodissolution*», a écrit Karim Younès, sur sa page Facebook, concernant la mise en œuvre de décisions arrêtées avec le chef de l'Etat, lors de

PH.D. R.



l'audience accordée jeudi au panel des six.

Il s'agira donc pour le groupe des six de préparer durant cette première réunion, la position à tenir en fonction des réponses que donnera Bensalah pour satisfaire leurs préalables durant la semaine qu'ils lui accordent.

En effet, pour Karim Younès, il y va du «respect des engagements (pris par Bensalah) ou (de) la rupture». Et pour cause, passé ce délai, et si les préalables ne sont pas entièrement satisfaits, le panel procédera à son autodissolution.

A ce sujet, sur les sept pré-

alables négociés entre le panel «Tajma3th n'el khir» et Bensalah, comme étant des mesures de bonne foi et d'apaisement pour rétablir la confiance et favoriser la création d'un climat de dialogue sincère, le chef de l'Etat a mis à exécution avant-hier une des cinq exigences relatives au

déroulement du hirak, à savoir «l'ouverture de tous les accès à la capitale les jours des marches». Sur «la libération des détenus du hirak dans un premier temps», en attendant celle des autres détenus d'opinion, il s'est engagé à «inviter la justice à examiner» cette possibilité, sans toutefois s'assigner à un impératif de temps. Alors que sur le septième préalable relatif à «l'appel unanime au départ du gouvernement en place et son remplacement par un gouvernement formé de technocrates non partisans», une des principales revendications du mouvement populaire depuis son déclenchement le 22 février dernier, Bensalah s'est cantonné dans une réponse faisant référence à l'aspect constitutionnel de cette question. Quant à «la libération du champ médiatique tel que revendiqué par les professionnels de la presse et souhaité par la population en général» à laquelle le panel a également appelé, cette revendication restera, du moins pour l'heure, sans réponse.

Rappelons que la composition du panel des six personnalités chargées de mener le dialogue et la médiation, à savoir Karim Younès, Smail Lalmas, Fatima Benabbou, Azzedine Benaissa, Lazhari Bouzid et le syndicaliste Abdelwahab Bendjeloul, a été rendue publique jeudi dernier. Cette liste a suscité la surprise, particulièrement auprès des personnalités ayant été proposées par le Forum civil pour le changement et acceptées par la Présidence (comme Nacer Djabi) ainsi que de la classe politique qui bien entendu était divisée dans son appréciation. Certains voient en ce dialogue annoncé comme «une nécessité vitale», d'autres y voient plutôt un «simulacre».

L. N.

Malgré une production des céréales dépassant 220 milliards de DA

l'Algérie dépend toujours de l'importation de blé

La production algérienne des céréales ne couvre plus la consommation depuis plusieurs années et tout porte à croire que la situation ne s'améliorera pas de sitôt. Même si la production de blé dur est sur la bonne voie, il reste à développer la production de blé tendre qui continue de peser sur les importations algériennes. Ainsi, les céréales demeurent un produit dont les besoins nationaux ne peuvent être satisfaits sans l'importation. Selon le constat du ministre de l'Agriculture, Cherif Omari, l'Algérie souffre d'insuffisance en matière de production de blé et trouve des difficultés à répondre aux besoins du marché national, procédant pour combler le déficit à l'importation. Il a estimé que la production céréalière demeure «relativement timide» ne dépassant pas 41 millions de quintaux durant la période 2013-2018. Ce volume de production, jugera-t-il, «ne suffit pas pour couvrir les besoins de consommation en la matière, ce qui nous pousse à recourir à l'importation, notamment de blé tendre par quantités considérables et de manière croissante».

Selon les données fournies par le premier responsable du secteur de l'Agriculture, la valeur de la production agricole des céréales a dépassé 220 milliards DA en 2018 dont 141 milliards DA de blé dur. Il a précisé que la



valeur de la production de cette filière représentait 7,5 % de la production agricole globale du pays, offrant plus de 1,2 million de postes de travail auxquels s'ajoutent les postes d'emploi au sein des entreprises activant dans l'industrie manufacturière primaire (minoteries de céréales et de farine) et secondaire (confiserie et de pâtes alimentaires). M. Omari a rappelé lors d'une conférence nationale sur le développement de la filière céréalière, que plus de 600 exploitations agricoles activent dans la production céréalière sur une superficie de 3,5 millions d'hectares, soit 41% de la superficie agricole utile. Mettant en valeur les efforts fournis pour le développe-

ment de la filière céréalière, M. Omari a affirmé que la stratégie du gouvernement visait à «réaliser la complémentarité entre les chaînes de valeur pour la filière agricole et agroalimentaire à travers l'encadrement de toutes les initiatives et les procédures des secteurs public et privé», le but étant, a-t-il dit, «l'optimisation de la production agricole à travers l'amélioration des marges de développement et la relance des capacités productives par taux de rendement par hectare». En sus du renforcement de l'organe d'unification des standards et des normes, l'utilisation des engrais agréés et l'exploitation rationnelle des eaux, cette stratégie vise également le renforce-

ment du programme d'amélioration des semences à travers l'organe de protection et de valorisation des ressources végétales, la promotion de l'utilisation des semences agréées en incitant les agriculteurs à les utiliser.

Le ministre a mis l'accent sur l'impératif de mettre à la disposition des agriculteurs les matériels et les équipements agricoles adaptés aux différentes cultures et régions agricoles dans le cadre de la modernisation des systèmes de production agricole et l'intensification et l'amélioration de la qualité de production à travers l'automatisation des cultures et la réduction du taux de détérioration des récoltes. L'effort est orienté aussi, a-t-il ajouté, vers «le renforcement de la logistique concernant le transport, les capacités de stockage, les systèmes de distribution, la mobilisation des agriculteurs et l'encadrement professionnel et administratif».

Cette rencontre vise à annoncer la mise en œuvre d'une feuille de route élaborée par des experts, des spécialistes et des professionnels impliquant les secteurs concernés (Finances, Energie, Transports, Commerce, Ressources en eau...) pour en dégager une nouvelle stratégie et les mécanismes de sa mise en œuvre sur le terrain.

Louiza Ait Ramdane

Plusieurs wilayas rudement affectées

Les feux de forêt font des ravages

■ Ces derniers jours le pays est devenu le théâtre de terribles incendies. Le feu a ravagé des milliers d'hectares de forêts et de plantations d'arbres fruitiers. Plusieurs wilayas sont touchées : Bouira, Tissemsilt, Constantine, Tizi-Ouzou, Aïn Defla..., certains foyers sont encore actifs.

Par Meriem Benchaouia

Le bilan devrait s'alourdir dans les prochains jours. Jeter un mégot de cigarette allumé aux abords d'une forêt, une bouteille en verre qui peut faire l'effet d'une loupe, allumer un feu... autant d'éléments qui font que le facteur humain reste de loin le premier responsable des incidents. Les services concernés se livrent à une bataille contre ce fléau dévastateur. Malgré les efforts des autorités faits auprès des citoyens pour protéger l'environnement, les incendies semblent de plus en plus violents chaque année. Aussi, la hausse de la température qui a fait l'objet, récemment, de bulletins spéciaux des services de la météorologie est souvent liée à ce phénomène qui revient chaque année. En fait, les vagues de chaleur restent propices aux déclarations des feux de forêt qui mobilisent depuis le début de la saison estivale les services de la Protection civile, les forêts et les autorités locales, pour limiter les dégâts. Toutefois, les moyens de lutte dont dispose la Protection civile sont largement insuffisants et inadéquats, surtout dans les régions éloignées du pays. Un véritable désastre écologique avec les milliers d'arbres forestiers et fruitiers, les immenses superficies de maquis et de broussailles dont il ne reste que des cendres virevoltant au gré du vent.

Les forêts de Bouira, proie d'incendies dévastateurs

La faune et la flore sont les principales victimes des feux de forêt qui se sont multipliés ces derniers jours dans la wilaya de Bouira, notamment dans sa partie nord-est, où plusieurs hectares de forêts et des dizaines d'espèces animales ont été décimés par les flammes à Tikjda et à Tala Rana. Durant les dernières 24



Ph.D.R.

heures, plusieurs dizaines d'hectares de forêts, de broussailles et de chênes sont parties en fumée notamment à Tala Rana, sur les hauteurs de la commune de Saharidj (Est de Bouira), ainsi qu'à Tikjda, où plusieurs singes magot et autres espèces animales ont péri calcinés sous les flammes, a-t-on constaté. «Les feux se sont déclarés depuis deux jours dans la station climatique de Tikjda et les opérations d'intervention des services des forêts sont toujours en cours», a expliqué Messaoud Chaoui, responsable à la Conservation des forêts de la wilaya de Bouira. La situation s'est amplifiée depuis quelques jours en raison de la hausse des températures et des vents qui sévissent dans cette région montagneuse, ce qui soulève chaque jour les inquiétudes des habitants des villages environnants. «Les flammes ont failli nous dévorer, n'était-ce notre mobilisation et le soutien des services de la Protection civile», a confié un citoyen de la commune d'Amoar (nord-est de Bouira). Dans cette municipalité rurale et forestière, les flammes ont ravagé plusieurs

hectares de végétation ainsi que des animaux, dont des tortues, des lièvres, des sangliers ainsi que des bovins. Les dégâts auraient été plus lourds n'était-ce l'intervention rapide de la colonne mobile de la Protection civile qui, près de sept heures plus tard, a pu maîtriser la situation en éteignant les flammes. Les incendies, qui se sont déclarés ces deux derniers jours dans ces régions montagneuses de la wilaya de Bouira, ont causé des dégâts jugés importants, dont le nombre a augmenté par rapport aux années précédentes, selon la Protection civile. Depuis juin dernier, plus de 400 feux de forêt ont été enregistrés jusqu'au 20 juillet en cours, selon un bilan communiqué par la direction de la Protection civile de Bouira.

Le manque de pistes d'accès et d'eau complique la tâche aux sapeurs-pompiers

La majorité des incendies enregistrés cette semaine sont survenus dans des zones forestières et montagneuses inacces-

sibles aux brigades mobiles de la Protection civile mobilisées sur le terrain. «Nos équipes d'intervention sont sur le terrain pour éteindre les feux, malgré le manque de pistes d'accès et d'eau, et la colonne mobile est déployée au quotidien pour parer à tout sinistre», avait expliqué le chargé de la communication de la Protection civile, le sous-lieutenant Abdat Youcef. A Aguouillal, une bourgade située à l'extrême nord de la commune d'El Adjiba (Est de Bouira), les flammes ont failli détruire tout le couvert végétal ainsi que des zones d'habitations. Les équipes des sapeurs-pompiers dépêchés sur les lieux avaient trouvé du mal à accéder dans cette zone en raison du manque de pistes d'accès et d'eau. Les brigades de la Protection civile ont été contraintes à demander l'aide des habitants du village Aguouillal pour les approvisionner en eau, afin qu'elles puissent continuer à éteindre les feux qui ont ravagé plus de 10 hectares de broussailles et de forêts, ainsi que des dizaines d'arbres fruitiers. **M. B.**

LA QUESTION DU JOUR

Sortir ou rester, telle est toujours la question

Suite de la page une

Dans ce régime, le gouvernement propose, et la Chambre des communes dispose. Or pour quitter l'Union européenne, il faut l'approbation de cette dernière. Ainsi donc, quand Boris Johnson se fait fort de quitter l'UE le 31 octobre prochain avec ou sans accord, il faut comprendre par là qu'il est certain de pouvoir d'ici là se concilier une majorité de parlementaires. D'où tient-elle cette certitude ? Personne ne le sait vraiment. Ce que l'on sait en revanche et de façon certaine, c'est que la chambre est contre une sortie sans accord. Le parti de Boris Johnson dans son ensemble dispose d'une majorité toute relative, d'à peine deux voix. Il ne serait d'ailleurs même pas majoritaire sans les voix des unionistes irlandais. Plus grave encore, les conservateurs sont divisés et sur le Brexit et sur ses modalités. Voilà autant de raisons de douter de la capacité des Brixters maintenant au pouvoir de mettre en œuvre leur programme même au-delà de la date butoir du 31 octobre. Consciente de cela, la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, leur a proposé de reporter la sortie à une date ultérieure. Comme bien des gens en Europe, elle parie sur les divisions béantes britanniques pour faire échec aux Brixters. Quand, il y a plus de trois ans, David Cameron, le Premier ministre de l'époque, a décidé de consulter les Britanniques sur ce qu'ils voulaient, la sortie ou le maintien, lui-même était certain qu'ils allaient voter en faveur du maintien. Aujourd'hui, Boris Johnson met le cap sur la sortie, mais peut-être est-ce le maintien qu'il va trouver au bout. Dans l'accord conclu par Theresa May, et rejeté trois fois par la Chambre des communes, il y a une clause qui a focalisé l'attention, qu'on a appelé le filet de sécurité (backdrop). C'est un dispositif conçu pour maintenir la paix en Irlande, suivant lequel l'Irlande du nord, province de la Grande-Bretagne, reste dans l'union douanière européenne dans tous les cas de figure. Il ne peut en réalité fonctionner que si toute la Grande-Bretagne reste dans cette union. Le filet de sécurité d'aujourd'hui pourrait bien être la sortie sans accord des Brixters, sachant qu'elle constitue une voie non moins impraticable que la sortie avec accord.

M. H.

Enseignement supérieur

Plus de 96% des nouveaux bacheliers préinscrits aux universités

Un total de 261 171 bacheliers ont procédé aux préinscriptions au titre de l'année universitaire 2019-2020, depuis le lancement, lundi dernier, de l'étape d'introduction de vœux, soit un taux de 96,15% du nombre total de bacheliers s'élevant à 271 623, a indiqué hier le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans un communiqué. Le nombre de bacheliers ayant signé la charte de l'inscription est de 264 018, soit un taux de 97,20%, a précisé la même source, ajoutant que la proclamation des résultats d'orientation préliminaire

est fixée au 3 août au soir, tandis que l'opération de confirmation de l'orientation se déroulera du 4 au 8 août. Les résultats définitifs de l'opération d'orientation seront proclamés le 17 août, a relevé la même source, notant que les inscriptions définitives dans les enceintes universitaires se fera du 2 au 8 septembre. Une nouvelle circulaire ministérielle relative aux préinscriptions et à l'orientation des nouveaux bacheliers au titre de l'année universitaire 2019/2020 a été promulguée le 18 juin dernier. Cette circulaire définit les règles générales applicables pour les préinscriptions et l'orientation des nou-

veaux bacheliers au titre de l'année 2019-2020 et les porteurs de diplômes étrangers pour l'accès à l'enseignement et à la formation supérieurs en fonction des moyennes obtenues au baccalauréat. L'orientation vers l'enseignement et la formation supérieurs repose, conformément aux conditions fixées par cette circulaire, sur quatre paramètres, à savoir : les vœux exprimés par le titulaire du baccalauréat, la série et le résultat du baccalauréat, les capacités des établissements d'enseignement et de formation supérieurs et les circonscriptions géographiques. Des conditions complémentaires

de préinscription sont, toutefois, exigées pour l'accès aux classes préparatoires et à certains domaines et filières de formation. Lors de la rentrée universitaire 2018/2019, plus de 265 000 nouveaux étudiants avaient rejoint les bancs de l'université. Leur nombre pourrait dépasser les 300 000 à l'occasion de la rentrée universitaire (2019/2020). En effet, le taux de réussite à l'examen du baccalauréat (session 2019) a atteint 54,56%, selon les résultats communiqués par le ministère de l'Education nationale. Un total de 674 831 candidats avaient passé l'examen du baccalauréat en juin dernier, dont

411 431 scolarisés et 263 400 libres, selon les statistiques du ministère de l'Education nationale.

K. L.

Tunisie

Funérailles du président Béji Caïd Essebsi

■ *Mohamed Ennaceur a souligné que le défunt avait «passé sa vie au service de sa nation (...) Sa jeunesse a coïncidé avec le militantisme aux côtés du leader Habib Bourguiba à l'époque de l'indépendance de notre pays ainsi que celle de la construction de l'Etat».*

Par Ihsane D.

Les funérailles du défunt président tunisien Béji Caïd Essebsi ont débuté hier au palais présidentiel de Carthage dans la banlieue nord de Tunis, en présence de hauts dirigeants arabes et étrangers venus de 23 pays, dont le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah. Dans un discours, le président tunisien par intérim, Mohamed Ennaceur, a souligné que le défunt avait «passé sa vie au service de sa nation (...) Sa jeunesse a coïncidé avec le militantisme aux côtés du leader Habib Bourguiba à l'époque de



l'indépendance de notre pays ainsi que celle de la construction de l'Etat». Rendant hommage à son «dévouement» dont l'empreinte «restera gravée pour toujours dans l'esprit des Tunisiens», M. Ennaceur a lancé : «Vous étiez un homme d'Etat par excellence». Et d'ajouter que M.

du consensus, de la passation pacifique des pouvoirs et de l'union nationale». Le cortège funèbre devait relier le palais de Carthage au cimetière d'El-Jellaz à la sortie sud de la capitale, soit un parcours d'environ 20 kilomètres, a-t-on indiqué. Le président Caïd Essebsi est décédé

jeudi matin à l'hôpital militaire de Tunis, à l'âge de 92 ans, quelques heures après son

hospitalisation en soins intensifs. I. D./APS

Bensalah : le décès de Caïd Essebsi, une perte pour la Tunisie, l'Algérie et tous les épris de paix

LE CHEF de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a affirmé, hier à Tunis, que le décès de du président tunisien Béji Caïd Essebsi était une perte pour la Tunisie, l'Algérie et tous les épris de paix dans le monde entier. La disparition de Caïd Essebsi «n'est pas uniquement une perte pour sa famille et la Tunisie, mais également pour l'Algérie, le Monde arabe et tous les épris de paix dans le monde entier», a soutenu M. Bensalah dans une oraison funèbre, prononcée aux obsèques du défunt. Rappelant, par ailleurs, les positions du regretté vis-à-vis de l'Algérie et de la cause nationale algérienne, le chef de l'Etat a dit : «Nous l'avons connu en des jours éprouvants et difficiles, lors desquels il est resté à nos côtés et a soutenu notre cause. Nous l'avons, également, connu après l'indépendance, comptant parmi les premiers artisans ayant contribué à l'édification et à la valorisation des relations entre nos deux pays». M. Bensalah a salué, en outre, les positions du défunt dans la «défense du droit et de la justice», ainsi que ses réalisations et ses efforts pour l'édification de sa patrie, exprimant son souhait de voir le peuple tunisien surmonter cette «épreuve», notamment dans cette conjoncture particulière et sensible que vit la Tunisie. K. L.

Boumerdès

Ouverture de la 10^e Université d'été des cadres sahraouis

Le coup d'envoi de la 10^e édition du Front Polisario et de l'Etat sahraoui a été donné hier à Boumerdès, avec la participation de 400 cadres représentant différentes institutions nationales sahraouies. La cérémonie d'ouverture de cette 10^e édition du genre, abritée par la salle des conférences de l'université «M'hamed-Bouguerra» de Boumerdès, jusqu'au 7 août prochain, a été marquée par la présence du président de l'Assemblée nationale populaire (APN), Slimane Chenine et le Premier ministre Sahraoui, Mohamed Wali Akeik. Des membres du gouvernement sahraoui et nombre de personnalités nationales politiques et culturelles, outre d'anciens ministres, des ambassadeurs de nombreux pays accrédités en Algérie, et autres représentants du mouvement associatif,

étaient également présents à l'évènement. Dans son allocution d'ouverture, le président de cette université d'été s'est félicité du «soutien accordé par les autorités algériennes pour le succès» de cette nouvelle édition, qualifiée, par lui, d'«espace de rencontre et d'interaction positive entre les peuples sahraoui et algérien, afin d'ouvrir un chemin pour un avenir commun et prospère», a-t-il souligné. Le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, Saïd Layachi, a estimé que «cette université est une tribune d'information, de concertation et d'échanges d'expériences et de points de vues sur des thèmes divers en relation avec le combat du peuple sahraoui», soutenant que l'opportunité est aussi offerte au peuple algérien afin d'exprimer sa solidarité avec le peuple sahraoui qui réaffirme, à l'occasion,

«ses revendications de libération légitimes, soutenues par de nombreux Etats dans le monde, par le Droit international, les militants de la justice et des organisations internationales». «Le peuple algérien ne cautionnera jamais la politique répressive du régime marocain à l'égard du peuple sahraoui», a-t-il, en outre, affirmé, rappelant que le conflit qui a lieu dans le Sahara occidental «n'est pas entre l'Algérie et le Maroc, mais bien entre un mouvement de libération, représenté par le Front Polisario et la Force d'occupation marocaine qui entrave les efforts de l'ONU pour un règlement juste de cette cause, à travers un référendum d'autodétermination pour le peuple sahraoui», a-t-il observé. Cette 10^e édition de l'université d'été des cadres du Front Polisario et de l'Etat sahraoui se poursuivra jusqu'au 8 août prochain, sous

le slogan «Peuples algérien et sahraoui : fraternité, serment et fidélité». Plusieurs thèmes liés à la question sahraouie sont au menu de la première semaine de la rencontre, dont entre autres le droit international, les droits des peuples colonisés (cas du peuple sahraoui), les transgressions des droits humains au niveau des territoires occupés et les considérations liées au droit international, outre la protection des ressources naturelles et le «mur de la honte», et l'engagement de neutralité de l'Union africaine et de l'ONU dans le conflit sahraoui. Durant la 2^e semaine, les intervenants aborderont d'autres sujets liés à la résistance pacifique sahraouie, la femme sahraouie et son rôle dans le processus de libération et de construction et les moyens de lutte contre la guerre psychologique. Samia G.

Ouargla

400 millions DA pour la protection de la ville des inondations

Une enveloppe de 400 millions DA est consacrée, au titre du programme sectoriel de développement (PSD-2019), à la réalisation de la première tranche du projet de protection du flanc Ouest de la ville de Ouargla des inondations, a-t-on appris de la Direction locale des ressources en eau (DRE). La première tranche de ce projet, dont les travaux ont été lancés en avril der-

nier pour un délai de dix mois, porte sur la réalisation d'une canalisation de 4 km de long pour la collecte des eaux des oueds et vallons, en vue d'épargner à la ville et à ses habitants d'éventuels risques d'inondation, a-t-on signalé. Par souci de renforcer la protection des zones inondables et de pallier toutes perturbations de la circulation, il a été prévu dans le projet également la réa-

lisation de plusieurs ouvrages d'art susceptibles d'assurer la fluidité de circulation automobile et piétonne, a-t-on ajouté. La canalisation de collecte, qui devra atteindre une longueur totale de 7 km une fois entièrement réalisée et qui sera ouverte sur certains de ces tronçons, sera couverte par contre au niveau des zones urbaines, en vue de les protéger d'éventuels risques.

Les travaux de la seconde tranche du projet, évaluée à 1,2 milliard DA, interviendront au terme des travaux actuels, selon la même source. Lancés en 2013, les travaux du projet de la protection du flanc Ouest de la ville de Ouargla des inondations avaient été interrompus pour des raisons techniques, a-t-on fait savoir à la DRE de Ouargla. Dalil Y.

Accidents de la circulation

12 morts et 67 blessés en 48 heures

Douze personnes ont perdu la vie et 67 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus au cours des dernières 48 heures, selon un bilan établi hier par les services de la Protection civile. La wilaya de Constantine déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 2 personnes, alors que 2 autres ont été blessées, suite à une collision entre deux véhicules légers et une motocyclette, survenue sur la RN 27, dans la commune de Hamma Bouziane. Au cours de la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour repêcher les corps sans vie de 3 personnes ayant péri par noyade en mer, ainsi que dans des réserves et des

mares d'eau, dans les wilayas de Jijel, Boumerdès et M'sila. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre les feux de forêt, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 20 incendies à travers le territoire national.

Tissemsilt : 10 personnes blessées dans un accident de la route

Dix personnes ont été blessées suite à un accident de circulation survenu dans la nuit de vendredi à samedi sur la RN 19, dans son tronçon Amari-Lardjem dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris de la

direction de la protection civile. Le drame s'est produit près de la commune d'Amari lorsque deux véhicules sont entrés en collision, faisant dix blessés, âgés entre 10 et 45 ans, dont deux se trouvant dans un état grave. Les victimes ont été prises en charge au niveau de l'hôpital du chef-lieu de wilaya. Seuls deux blessés sont toujours en soins intensifs, les autres ont quitté l'hôpital après avoir reçu les soins nécessaires.

M'sila/Djebel Messaad : 16 blessés dont 4 dans un état critique

Seize personnes ont été blessées, dont quatre se trouvent dans un état jugé «grave», dans un accident de la route survenu vendredi soir sur un axe de la route nationale 46 au lieu-dit Kaf Tyyour, dans la commune de Djebel Messaad dans la wilaya de M'sila, a-t-on appris auprès des services de la Gendarmerie nationale. L'accident s'est produit suite au dérapage puis le renversement d'un bus de voyageurs assurant la ligne Sétif-Tindouf, a précisé la même source. Les blessés ont été transférés à l'hôpital de Bousaâda et «sont actuellement en train de recevoir les soins nécessaires», a expliqué la même source. L. M.

Pétrole

Le panier de l'Opep s'élève à plus de 67 dollars le baril

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est élevé jeudi à 67,57 dollars le baril, contre 66,10 dollars la veille, a indiqué vendredi l'Organisation pétrolière sur son site web.

Par Mahi O.

Vendredi, les prix du pétrole ont terminé en petite hausse à la fin d'une semaine marquée par des tensions géopolitiques autour de l'Iran, l'arrivée d'une tempête perturbant la production aux Etats-Unis et les craintes persistantes sur la demande en brut. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre s'est apprécié de 20 cents, ou 0,3%, pour terminer à 66,72 dollars à Londres. A New York, le baril américain de WTI pour livraison en août a grappillé 1 cent pour finir à 60,21 dollars. Sur la semaine, le Brent a gagné 3,9% et le WTI 4,7%. «Les étoiles se sont alignées pour faire grimper les prix cette semaine», a observé un analyste. D'un point de vue macroéconomique, les indices de Wall Street ont atteint de nouveaux records alors que le président de la Banque centrale américaine a laissé la porte ouverte à d'imminentes baisses des taux d'intérêt. De quoi entraîner dans leur sillage les autres actifs jugés risqués



PH.D.R.

comme le pétrole. D'un point de vue fondamental, les producteurs américains ont suspendu environ 58% de la production de brut dans le Golfe du Mexique, l'équivalent d'environ 1,1

million de barils par jour (mbj), avec la fermeture de plusieurs centaines de plateformes à l'approche de la tempête tropicale Barry, selon un décompte de l'agence américaine BSEE

vendredi. Parallèlement, les autorités américaines ont, dans un rapport hebdomadaire, fait état mercredi d'une chute hebdomadaire de 9,5 millions des stocks de barils de brut aux Etats-Unis, alors que les raffineries fonctionnent à leur cadence la plus élevée depuis le début de l'arrondissement, la semaine dernière au large de Gibraltar, d'un pétrolier iranien soupçonné de faire route vers la Syrie. Londres a accusé des bateaux iraniens d'avoir tenté en représailles, mercredi soir, de bloquer un pétrolier britannique dans le détroit d'Ormuz. La somme de ces événements alimente les craintes sur le niveau de l'offre, alors que depuis plusieurs mois c'est plutôt celui de la demande qui posait question. Dans son rapport mensuel publié jeudi, l'Opep a ainsi prévu une demande en baisse pour son pétrole brut en 2020. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a de son côté estimé vendredi dans

son propre rapport mensuel que le rééquilibrage entre l'offre et la demande de pétrole ralentissait. L'AIE a notamment révisé à la baisse son estimation de la croissance de la demande mondiale au deuxième trimestre 2019. Cette situation a plusieurs causes, selon l'AIE : la demande a ralenti en Europe, la croissance a fondu en Inde en avril et mai, et la demande de carburants est en baisse aux Etats-Unis par rapport à l'année dernière. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

M. O./APS

Afrique

La croissance économique dans la zone Uemoa s'est maintenue à 6,6% en 2018

La croissance économique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa - huit pays) s'est maintenue à 6,6% en 2018, ont annoncé vendredi à Abidjan ses dirigeants. «La croissance s'est établie à 6,6% en 2018, le même niveau qu'en 2017», a déclaré le président ivoirien Alassane Ouattara, à l'ouverture d'un sommet des chefs d'Etat de l'Uemoa.

«Cette résilience résulte de la bonne qualité des politiques conduites par les gouvernements et nos Etats», a poursuivi M. Ouattara, évoquant des «perspectives favorables pour les années à venir». Le président ivoirien a invité ses pairs à mettre «un accent particulier sur la mobilisation des ressources intérieures nécessaires à l'accroissement des dépenses priori-

taires». Il a aussi noté des «avances significatives dans le processus d'intégration de l'union, notamment le domaine du renforcement des infrastructures et de l'approfondissement du marché commun». Hormis la Guinée-Bissau représentée par son Premier ministre (Aristides Gomez), les présidents des autres pays membres de l'Uemoa, Côte d'Ivoire (Alassane

Ouattara), Burkina Faso (Roch Marc Christian Kaboré), Bénin (Patrice Talon), Sénégal (Macky Sall), Mali (Ibrahim Boubacar Keita), Togo (Faure Gnassingbé) et Niger (Mahamadou Issoufou), étaient présents à ce sommet d'une journée. La population globale de l'Uemoa avoisine les 90 millions d'habitants qui ont en partage le franc CFA comme monnaie. Salem K.

Changes

Dixième semaine d'affilée de baisse pour la livre sterling face à l'euro

La livre britannique a connu sa dixième baisse hebdomadaire d'affilée face à l'euro, une première depuis la création de la monnaie unique. A 21h00 GMT, la livre sterling a clôturé à 0,8965 pence pour un euro, soit une baisse de 0,02% depuis la clôture du 5 juillet. Depuis le début de

sa dégringolade il y a deux mois, la devise britannique a perdu environ 5,4% face à la monnaie unique, pénalisée par le désordre autour du Brexit. Ce scénario, considéré comme une catastrophe par les milieux économiques, devient une menace de plus en plus concrète à

mesure que Boris Johnson se rapproche du 10 Downing Street. L'actuel favori au poste de Premier ministre a été l'un des chefs de file de la campagne pour le Brexit en 2016 et il a promis à plusieurs reprises de sortir quoi qu'il arrive de l'Union européenne au plus tard le 31

octobre, date fixée désormais pour le départ après deux reports. La livre sterling a fait un peu mieux face à un dollar affaibli, en progressant de 0,41% sur la semaine. Mardi, elle était cependant tombée à 1,2440 dollar, un plus bas depuis avril 2017. A. E.

Noix de cajou

La Guinée-Bissau prévoit d'arriver à exporter plus de 200 000 tonnes

La Guinée-Bissau prévoit d'atteindre plus de 200 000 tonnes d'exportations de noix de cajou cette année, a annoncé la commission interministérielle de suivi de la campagne de noix de cajou-2019. Selon la commission, sur les 116 000 tonnes de noix de cajou déclarées, 70 000 ont déjà été exportées à partir du port de Bissau, alors que dans les magasins, il y a en stock «plus de deux cent mille tonnes de noix de cajou». La campagne de commercialisation des noix de cajou, principal produit d'exportation de

la Guinée-Bissau, quatrième producteur mondial, a commencé timidement en raison des incertitudes sur le marché interne. Cette année, la campagne a été ouverte le 30 mars 2019 sur tout le territoire national sur fond de controverse parce que l'Association des Importateurs et Exportateurs de Guinée-Bissau exigeait la suppression des taxes et la réduction du prix de référence fixé à 500 francs. Le Fonds monétaire international (FMI) a recommandé de son côté, à la Guinée-Bissau une campagne de noix de

cajou transparente et compétitive, «assurant un prix de référence compatible avec celui du marché international». La Guinée-Bissau exporte ses noix de cajou vers l'Inde, la Chine et le Vietnam, notamment. Au cours des deux dernières années, les exportations de noix de cajou en Guinée-Bissau n'ont pas dépassé 160 mille tonnes. En 2018, la Guinée-Bissau a exporté plus de 140 mille tonnes de noix de cajou, contre 164 mille tonnes en 2017, selon les données du ministère du Commerce. Agences

L'Argentine Le pays dépasse les objectifs budgétaires convenus avec le FMI

L'ARGENTINE a dégagé au premier semestre 2019 un excédent primaire de 30,2 milliards de pesos (630 millions d'euros), bien au-dessus des 20 mds sur lesquels le pays s'était mis d'accord avec le Fonds monétaire international (FMI), a annoncé vendredi le ministre des Finances, Nicolas Dujovne. Cet excédent primaire (hors charge de la dette) pour la période allant de janvier à juin contraste avec le résultat du premier semestre de l'an dernier, lorsque le pays avait enregistré un déficit de 105 mds de pesos. M. Dujovne a affirmé que son gouvernement prévoyait en 2019 un déficit public à 0,3% du Produit intérieur brut (PIB), alors que l'objectif du gouvernement était jusqu'ici de parvenir à l'équilibre à la fin de cette année. Submergée par deux crises monétaires en 2018 qui ont fait perdre 50% de sa valeur à sa monnaie, l'Argentine avait appelé le FMI à la rescousse, pour obtenir un prêt de plus de 57 milliards de dollars. Dans ses dernières prévisions de croissance mondiale publiées au printemps, le FMI avait indiqué tabler sur une contraction du PIB argentin de 1,2% cette année tout en attendant une reprise au second semestre. Pour 2020, il prévoit ainsi une croissance de 2,2%. R. E.

Tizi-Ouzou

Achèvement des travaux de modernisation de 3 hôtels publics fin de l'année en cours

■ Les travaux de modernisation de trois hôtels publics dans la wilaya de Tizi-Ouzou seront achevés entre septembre et novembre prochains, a indiqué le président-directeur général du groupe Hôtellerie, tourisme et thermalisme (HTT), Lazhar Bounafaa.

Par Samy Y.

Ce responsable qui a accompagné le wali Mahmoud Djamaa pour une visite d'inspection sur l'état d'avancement des travaux de modernisation de six hôtels publics dans la wilaya, a annoncé à la presse, en marge de cette visite, que «l'achèvement des travaux au niveau de l'hôtel Le Belloua (Tizi-Ouzou) et l'auberge le Bracelet d'argent (Ath Yenni) est prévu pour fin septembre et début octobre prochain et pour novembre concernant l'Hôtel Lalla Khedidja (Tizi-Ouzou)», a-t-il indiqué. Quant aux travaux de réhabilitation et de modernisation des hôtels Amraoua (Tizi-Ouzou) et de la station climatique de Tala Guiléf (Boghni), les délais prévisionnels de réception des travaux sont fixés pour décembre 2020, a ajouté M. Bounafaa. Il a souligné, à propos du retard accusé dans ces opérations de modernisation, que «la mise aux normes internationales d'hôtels de cette envergure demande beaucoup de temps et exige la mobilisation de tous les moyens pour expertiser les bâtiments afin que toutes les conditions de sécurité soient réunies et pour prolonger la durée de vie de ces hôtels». Le wali a indiqué que sur la base de ces délais de réception la wilaya assurera un suivi régulier de l'avancement des travaux pour lever les éventuelles contraintes qui pourraient survenir. «La visite d'inspection d'aujourd'hui a pour objectif principal de rappeler aux entreprises,

aux bureaux d'études chargés de suivi et aux gestionnaires de ces hôtels que les délais qu'ils ont avancés doivent être respectés», a-t-il dit. M. Djamaa a ajouté que le P-DG du groupe HTT a mis en garde les intervenants sur ces projets que «si un relâchement ou un ralentissement dans la cadence de travaux sont constatés, des mesures seront prises». «Vous devez tous contribuer pour que les délais avancés soient respectés», a-t-il insisté. Lors de cette visite, le wali a jugé qu'il était «peut-être préférable de ne pas lancer les travaux au niveau de tous les hôtels en même temps pour éviter que la wilaya ne se retrouve avec l'ensemble de ses hôtels publics fermés durant les travaux de modernisation». Il a ajouté que «le gros des travaux de réhabilitation et de confortement notamment qui demandent un travail technique



PH. > D. R.

précis et un calcul avec les organismes de contrôle des bâtiments, a été réalisé, il y a lieu de mettre la pression pour achever ces opérations dans les délais avancés». M. Bounafaa a insisté, lors de cette visite, sur le rôle qu'auront à jouer ces établissements hôteliers dans la promotion du tourisme et de l'artisanat. «La wilaya de Tizi-Ouzou est connue pour son activité artisa-

nale prolifique et diversifiée, ces hôtels doivent donc contribuer à la promotion de cette activité et ne pas être uniquement des structures d'hébergement». Il a souligné, à ce titre, que Tizi-Ouzou est la seule wilaya qui dispose d'une station climatique, à savoir celle de Tala Guiléf dans la région de Boghni, avec un restaurant d'altitude situé à plus de 1 600 m et une station de ski

(actuellement dégradée), ainsi qu'un hôtel de chasse à Tamgout (Yakouren), et une auberge de montagne qui est le Bracelet d'argent d'Ath Yenni. «Cette spécialisation des ces établissements de Tizi-Ouzou est importante et notre objectif est de l'exploiter pour relancer les activités spécifiques à ces hôtels», a-t-il dit.

S. Y.

Oran

Démolition de 53 constructions illicites sur des terres agricoles et forestières

Pas moins de 53 constructions illicites et fondations de maisons sur des terres agricoles et forestières ont été démolies dans la délégation communale de Bouamama, relevant de la commune d'Oran, a-t-on appris des services de la wilaya. Cette opération, qui s'est soldée par la saisie de matériaux de construction, entre dans le cadre de la lutte contre les constructions illicites édifiées sur des terres agricoles et forestières. Les services compétents procéderont immédiatement à des poursuites judiciaires contre les personnes impliquées dans le commerce illicite

des terres à bâtir, a-t-on fait savoir. La wilaya d'Oran a lancé, depuis des mois, une large campagne de lutte contre les constructions illicites édifiées sur des domaines forestiers dans une initiative coordonnée par la conservation des forêts et les pouvoirs locaux. Dans ce cadre, une intervention a été effectuée au niveau de la forêt des «Planteurs» au secteur urbain de Sidi El Houari, permettant la démolition de huit constructions illicites. D'autres constructions illicites ont été auparavant démolies au niveau de la forêt «Coca» relevant de la délégation urbaine de Bouamama

et à «Rocher» (Oran) sous la supervision du chef de daïra, du conservateur des forêts et d'éléments de la Gendarmerie et de la Sûreté nationales. Cette campagne se poursuivra pour mettre fin à tous les dépassements et agressions d'espaces boisés en application des instructions du wali qui a décidé d'organiser cette opération en vue de lutter contre la prolifération des bidonvilles Depuis le début de l'année en cours, plus de 1 710 constructions illicites achevées et autres en cours ont été démolies au niveau du secteur de Bouamama.

D. H./APS

Jijel /El Aouana

La commune bénéficie du premier projet de groupement d'habitat rural

La localité d'El Aouana (20 km à l'ouest de Jijel) verra la réalisation, durant les prochains mois, du premier projet de groupement d'habitat rural, a indiqué le président de l'Assemblée populaire de cette commune, Merouane Boufenissa. Cet élu a révélé que la direction locale du logement vient de donner son aval pour la réalisation du programme d'habitat rural groupé au profit d'une dizaine de familles, après étude du dossier présenté par les services de la commune d'El Aouana qui devient ainsi la première collectivité locale à bénéficier de ce programme. Ce projet sera réalisé dans la région de «Dar Ben Henache» sur les abords de la RN 137, a ajouté la même source qui a souligné que les familles bénéficiaires seront désignées après étude des dossiers dépo-

sés auprès des services de la commune. Selon le P-APC d'El Aouana, ce projet devrait permettre de réduire le nombre important de demandes d'attribution de logement social dans

cette commune. M. Boufenissa a par ailleurs souligné que ces logements ruraux groupés seront réalisés dans le respect des spécificités architecturales de la région, n'écartant pas la

possibilité de réitérer cette expérience en cas de succès de ce premier projet. Il est à noter que selon une annonce publiée par les services de la commune d'El Aouana, les citoyens désireux de

bénéficier du premier programme d'habitat rural groupé ont jusqu'au 31 juillet pour déposer leur demande auprès du bureau d'urbanisme et de construction de cette commune.

F. A.

Mila

Les jeunes appelés à s'engager dans le monde de l'entrepreneuriat

Les jeunes de la wilaya de Mila ont été appelés à s'engager dans le monde de l'entrepreneuriat et bénéficier des divers dispositifs d'aide à la création de micro-entreprises par les membres d'une commission du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Au siège de l'agence de wilaya de l'emploi, Berkati Akli, inspecteur général du travail, membre de cette commission, a invité les jeunes à créer eux-mêmes leurs entreprises en bénéficiant de l'appui et l'accompagnement des dispositifs, notamment de l'Ansej et de la Cnac ainsi que des avantages fiscaux et parafiscaux offerts. Le

même cadre a insisté sur la coordination entre les divers appareils de l'emploi et la formation des jeunes porteurs de projets à la gestion et au management. Il a également appelé à sensibiliser les entreprises à respecter le taux des emplois à réserver aux personnes à besoins spécifiques et à intensifier les contrôles. La commission a assisté au siège de la Cnac à la remise d'attestations de financement de projets de jeunes dans le domaine agricole. Il a été souligné, à l'occasion, que ces jeunes avaient bénéficié au préalable de formation assurée par le secteur de la formation professionnelle, au titre d'une

convention conclue avec la Cnac. Au siège du Fnpso (Fonds national de péréquation des œuvres sociales), Amine Bouderbala, membre de la commission ministérielle, a indiqué que ce fonds lancera en 2020 de nouveaux projets de logement à travers les wilayas, au profit de travailleurs et retraités, avec la garantie d'une aide allant de 300 000 à 500 000 DA. La commission ministérielle a également visité les sièges de l'inspection du travail, de la Cnac et de l'Ansej et s'est enquis du fonctionnement des organismes du secteur et des conditions d'accueil des citoyens.

R. R.

Sahara occidental occupé

L'Espagne doit agir face à la grave situation des droits de l'Homme

■ Les associations de la communauté sahraouie résidant en Espagne ont demandé l'intervention immédiate du gouvernement espagnol afin de mettre fin à la répression incessante du régime marocain dans les territoires occupés du Sahara occidental.

Par Sara B.

Dans un manifeste signé par 41 associations sahraouies, il est indiqué que «depuis le 19 juillet dernier, les zones occupées du Sahara occidental connaissent une situation de terreur et d'angoisse, marquée par le déploiement massif d'unités d'occupation marocaine, raids et persécution d'activistes». «Face à la répression brutale du régime d'occupation marocain, la communauté sahraouie en Europe, ainsi que plusieurs associations de solidarité, dénonce la situation dégradante et le manque de libertés sur le dernier territoire en voie de décolonisation en Afrique», a-t-on souligné. Les associations signataires décrivent le silence de l'Espagne comme inacceptable face à la vague de répression et à la campagne de détentions arbitraires



PH. D. R.

contre les civils sahraouis. Par conséquent, ils exigent «des mesures concrètes pour que le Maroc respecte ses engagements internationaux, des mesures que l'Etat espagnol doit promouvoir dans le cadre de sa responsabilité juridique, politique et morale au Sahara occidental». «Nous regrettons profondément le terrifiant silence des partis et institutions politiques européens. Nous ne pouvons pas admettre que l'Union européenne, une institution qui défend les droits de l'Homme et la légalité internationale, devienne l'avocat d'un régime réputé pour ses attaques contre la Déclaration universelle des droits de l'Homme», ont

dénoncé les associations, dans le document remis au ministère espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération. Pour la communauté sahraouie, il est nécessaire que «l'Espagne assume ses responsabilités légales face au génocide marocain au Sahara occidental». «L'Espagne, membre du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, doit également promouvoir l'extension du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, la Minurso, en matière de protection des droits de l'Homme». De même, dans le manifeste, les associations

appellent à des pressions pour la «libération immédiate de tous les prisonniers politiques sahraouis». Elles exigent également «un strict respect des arrêts de la Cour de justice de l'UE et l'annulation de tous les accords commerciaux avec le Maroc qui incluent les zones occupées du Sahara occidental». Enfin, les associations signataires mettent en garde l'Espagne et la communauté internationale contre les conséquences dangereuses de la position marocaine vis-à-vis du processus de paix. Le manifeste a été remis au ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération espagnole à la fin

de la manifestation observée à Madrid pour dénoncer le meurtre de la jeune femme sahraouie, Sabah Othman Omeida, et les crimes graves du régime marocain dans les territoires sahraouies occupés. Sabah Othman Omeida a été tuée par les forces de répression marocaines dans la ville d'El-Ayoune occupée et plusieurs autres ont été blessés, en marge de la célébration pacifique de la victoire vendredi dernier de l'équipe algérienne de football en finale de la coupe d'Afrique des nations (CAN) face au Sénégal qui s'est déroulée en Egypte. La jeune fille a été victime d'un accident mortel intentionnel par la police marocaine qui a foncé sur la foule à pleine vitesse, selon des sources médiatiques sahraouies sur place, soulignant que la police marocaine a également blessé plusieurs autres jeunes Sahraouis.

S. B./APS

Eboulement au Maroc 15 morts selon un bilan officiel

LE PREMIER bilan officiel publié vendredi après un éboulement lié à des pluies torrentielles au Maroc fait état de 15 morts, tous passagers d'une fourgonnette ensevelie dans un glissement de terrain au sud de Marrakech. Les victimes, onze femmes, trois hommes et un enfant, ont été retrouvées par les équipes de secours à l'intérieur d'un véhicule enfoui vingt mètres sous terre, dans une coulée de boue et sous des amas de rochers, ont précisé les autorités locales dans un communiqué. «Il n'y a aucun survivant», précise le communiqué officiel, repris par des médias locaux. Le drame est survenu mercredi soir sur une route nationale près du village d'Asni, au sud de Marrakech, après de fortes averses orageuses. Des images diffusées par les autorités montrent des pelleuses en train de débayer la terre et de creuser un trou profond pour dégager le véhicule prisonnier depuis plus de vingt-quatre heures. Mardi, une alerte météorologique avait annoncé des intempéries sur plusieurs provinces du Maroc, pays du nord de l'Afrique qui connaît très rarement des pluies en été. Mercredi soir, les pluies torrentielles ont provoqué une hausse du niveau des cours d'eau et des ruisseaux et un éboulement, selon les autorités marocaines. Près de 3 500 personnes périssent chaque année sur les routes marocaines, généralement peu praticables dans les zones isolées du pays.

R. M.

Libye/Naufrage au large d'Al Khoms 155 migrants ont péri

Au total, 155 migrants clandestins ont péri suite au naufrage de leur bateau au large de la ville d'Al Khoms à 120 km à l'est de Tripoli, ont annoncé vendredi les gardes-côtes libyens. La même source, citée par les médias libyens, a fait état du sauvetage de 134 migrants de nationalités africaines et arabes. «Il s'agit de la pire tragédie en Méditerranée en 2019», a déploré le Haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Filippo Grandi, sur Twitter. La chargée de la communication au bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Libye, Safa Msehli, a affirmé jeudi que le naufrage était survenu au large de la ville libyenne de Khoms, à 120 km à l'est de la capitale Tripoli. Selon elle, 145 migrants «ont été secourus» par les gardes-côtes libyens et ramenés vers Khoms. Certains survivants ont raconté que leur bateau avait coulé et qu'il y avait encore à bord quelque 150 migrants, a-t-elle ajouté. Pour le porte-parole de la marine libyenne, le général Ayoub Kacem, «134 migrants ont été secourus et un corps repêché, alors que 115 migrants sont portés disparus», précisant dans un communiqué relayé par des médias, qu'une embarcation en bois transportant environ 250 migrants clandestins, dont des femmes et des enfants, «a fait naufrage à

moins de 5 miles marins de la côte, selon les témoignages de migrants rescapés». L'équipe de Médecins sans Frontières en Libye qui a prodigué des soins à 135 migrants rescapés jeudi du naufrage de leurs embarcations estime, selon les récits recueillis auprès des survivants, que près de 400 personnes se trouvaient à bord. Avant le naufrage annoncé jeudi, le HCR et l'OIM avaient fait état d'au moins 426 personnes ayant péri en tentant de traverser la Méditerranée depuis le début de l'année. Les conditions météorologiques favorables et l'insécurité qui règne en Libye ont entraîné ces derniers jours l'augmentation du nombre de migrants clandestins en partance de la Libye pour l'Europe, notamment depuis sa côte occidentale. Plusieurs organisations internationales se sont élevées dernièrement pour réclamer un renforcement des secours au large de la Libye, où au moins 1 267 migrants sont morts ou portés disparus en 2018, selon un décompte de l'OIM.

Un terrible rappel des risques

La cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a estimé que le naufrage d'une embarcation de migrants partie de Libye est un «terrible rappel» des risques de

cette traversée et met en demeure l'UE de se doter de capacités de sauvetage en Méditerranée. «Le naufrage d'un navire au large des côtes d'Al Khoms, où plus de 100 personnes ont peut-être perdu la vie, est un terrible rappel des risques auxquels sont encore confrontés ceux qui effectuent ce dangereux voyage vers l'Europe», a déploré Federica Mogherini dans un communiqué. «Chaque vie perdue est une de trop», a-t-elle insisté.

L'ONU considère ce drame comme la «pire» tragédie en mer Méditerranée cette année. Federica Mogherini a plaidé pour la recherche d'«alternatives sûres et dignes aux traversées maritimes dangereuses» et préconisé «des réinstallations et des retours volontaires hors de Libye pour éviter de nouvelles pertes en vies humaines». Elle a également réclamar «des capacités de recherche et de sauvetage adéquates» pour l'Union européenne. Federica Mogherini a par ailleurs réclamar «la fin du système de gestion des migrations irrégulières et de détention arbitraire des réfugiés et des migrants en Libye». Elle a recommandé «l'accélération de l'évacuation humanitaire» de Libye des réfugiés et des migrants et de «leur réinstallation vers des pays tiers».

Farid M./Agences



Russie

Une centaine d'arrestations lors d'une manifestation de l'opposition

■ La police russe a arrêté hier plus d'une centaine de manifestants venus réclamer devant la mairie de Moscou des élections libres malgré l'accroissement de la répression contre l'opposition ces derniers jours.

Par Rosa C.

Avant même le début du rassemblement, les forces de l'ordre, mobilisées en grand nombre, ont arrêté par dizaines les protestataires qui affluaient, moins d'une semaine après un rassemblement sans précédent depuis le mouvement qui avait accompagné le retour de Vladimir Poutine au Kremlin.

L'opposition dénonce le rejet des candidatures indépendantes lors des élections locales du 8 septembre, qui s'annoncent diffi-



PH. > D. R.

Goudkov qui avait affirmé vendredi que l'enjeu dépassait les élections locales. «Il s'agit de savoir si, dans la Russie d'aujourd'hui, il est possible de faire légalement de la politique», avait-il déclaré.

Les domiciles et permanences de plusieurs candidats exclus avaient été perquisitionnés par avance et, mercredi, l'opposant numéro un au Kremlin Alexei Navalny avait été renvoyé en prison 30 jours pour des infractions «aux règles des manifestations». Ces procédures font suite à l'ouverture d'une enquête pour «entrave au travail de la Commission électorale» de Moscou lors de manifestations mi-juillet.

Elles peuvent aboutir à des peines atteignant cinq ans de prison, rappelant les importantes condamnations prononcées lors du mouvement de 2011-2012 contre le retour à la présidence de Vladimir Poutine. Redoutant une «répression massive à venir», l'ONG Amnesty International a, elle, critiqué une «tentative ouverte et sans gêne des autorités russes pour intimider l'opposition». En amont du rassemblement de hier, la police de Moscou a publié une mise en garde aux citoyens et, fait inédit, proposé aux journalistes couvrant l'événement de transmettre leurs identités, agurant de nombreuses arrestations. Exceptionnellement élevée après l'annexion de la Crimée, la popularité de Vladimir Poutine a baissé depuis sa réélection pour un quatrième mandat l'année dernière et les scrutins de début

septembre s'annoncent difficiles pour le pouvoir. L'enregistrement d'une soixantaine de candidats aux élections du Parlement de Moscou a été rejeté, officiellement en raison de vices dans la collecte des signatures nécessaires pour se présenter.

Des participants indépendants exclus du scrutin ont dénoncé des irrégularités fabriquées selon eux de toutes pièces et ont accusé le maire loyal au pouvoir, Sergueï Sobianine, de vouloir étouffer l'opposition, qui espérait avoir son mot à dire dans la gestion du budget faramineux de la capitale.

«L'option de la force, visible, a été choisie car considérée comme plus efficace», soutient le politologue Andreï Kolesnikov, interrogé par le quotidien Vedomosti. «C'est assez logique, car si on regarde en arrière, depuis 2012, le pouvoir a seulement évolué vers la répression».

Malgré de grands projets de modernisation et l'amélioration de la qualité de vie ces dernières années, la mégapole de 12 millions d'habitants officiels demeure plus favorable à l'opposition que le reste du pays.

«Le projet (...) était de transformer Moscou en capitale européenne moderne afin de contenir le mécontentement public et d'assurer la victoire des partis pro-pouvoir lors de scrutins plus ou moins honnêtes», analyse l'éditorialiste Ioulia Latynina dans le journal Novaïa Gazeta. «Mais cela ne marche plus».

ciles pour les candidats soutenant le pouvoir.

«J'ai eu peur toute ma vie, mais maintenant cela suffit. Si nous restons chez nous à la maison, rien ne changera», a déclaré à l'AFP Elena Rastovka, retraitée de 68 ans.

Un journaliste de l'AFP a pu voir au moins 70 personnes être arrêtées. L'ONG OVD-Info, spécialisée dans le suivi des manifestations, a décompté 169 arrestations.

Avant même le rassemblement, plusieurs figures de l'opposition ont été arrêtées tels Iliia Lachine, Lioubov Sobol ou Dmitri



Commentaire

Victoire

Par Fouzia Mahmoudi

C'est une victoire monumentale que vient de remporter Donald Trump aux États-Unis. En effet, la Cour suprême américaine a autorisé vendredi l'utilisation par l'administration Trump de 2,5 milliards de dollars venus du Pentagone pour construire le mur à la frontière avec le Mexique. Le président américain a comme on l'imagine immédiatement salué cela comme une «grande victoire». «Wow ! Grande victoire sur le mur», a tweeté Donald Trump. «La Cour suprême des États-Unis a renversé l'injonction d'une cour inférieure, autorisant le mur à la frontière sud de continuer». Par 5 voix contre 4, les juges de la Cour suprême ont invalidé la décision d'un juge fédéral, estimant que le gouvernement avait démontré que les plaignants n'avaient pas qualité à contester l'attribution de ces fonds. En mai, ce juge fédéral, saisi notamment par des États américains, avait provisoirement bloqué la décision de Donald Trump d'utiliser 2,5 milliards de dollars de fonds venus du Pentagone pour le mur qu'il souhaite ériger à la frontière sud des États-Unis. Le président avait invoqué l'«urgence nationale» en février afin de pouvoir recourir à des fonds destinés à l'armée pour faire avancer le projet en contournant le refus du Congrès de financer le mur. Le bras de fer au sujet des fonds pour cette construction très controversée avait en début d'année provoqué la fermeture partielle de l'administration fédérale pendant 35 jours, une durée record. Une vingtaine d'États américains, menés par les bastions démocrates de Californie et New York, ainsi que la puissante organisation de défense des droits de l'homme ACLU, des organisations de protection de l'environnement comme le Sierra Club ou un groupement de communautés frontalières, avaient saisi la justice, arguant que cette déclaration d'urgence violait la Constitution. Après la décision de la Cour suprême, les opposants au mur frontalier ne comptent pas en rester là et le déblocage des fonds pourrait n'être que temporaire. L'ACLU a ainsi annoncé, dans un communiqué, une initiative auprès d'un cour d'appel afin de «rétablir le blocage permanent de la construction d'un mur frontalier qui utilise des fonds militaires non autorisés». Parallèlement, Donald Trump a annoncé vendredi la conclusion d'un accord migratoire avec le Guatemala, aux contours encore très flous, dans le cadre de ses pressions pour contraindre ses voisins du Sud à mieux contrôler les migrants cherchant à gagner les États-Unis. Reste à voir si la victoire de Trump sera momentanée ou si elle marquera le début de la construction du mur tant attendu par le président américain et ses partisans. Par ailleurs, si Trump réussit à tenir sa promesse de la barrière entre le Mexique et les États-Unis cela serait pour lui une grande avancée dans sa campagne présidentielle pour l'élection de 2020.

F. M.

Hong Kong

Tirs de gaz lacrymogène sur une manifestation interdite

La police anti-émeutes de Hong Kong a tiré hier du gaz lacrymogène sur les participants à une manifestation interdite à Yuen Long, près de la frontière avec la Chine, où des hommes soupçonnés d'appartenir à des triades avaient agressé le week-end dernier des militants pro-démocratie.

Des images diffusées sur plusieurs chaînes de télévision ont montré des tirs de gaz lacrymogène sur la foule à Yuen Long, après des tensions avec certains manifestants qui ont lancé des projectiles sur les policiers et entouré un car de police.

Des manifestants décidés à défier l'interdiction ont afflué dans l'après-midi vers la gare principale de Yuen Long et dans les rues adjacentes. La police était présente en nombre et beaucoup de magasins étaient fermés.

A la différence de marches antérieures, peu de manifestants brandissaient des pancartes ou des banderoles.

«Chacun de nous est venu ici

de son propre chef», a déclaré à l'AFP au début de la manifestation une employée dans le secteur de la santé âgée de 25 ans. «Donc je ne crois pas que ce soit un rassemblement illégal, je suis juste venue en tant qu'individu pour exprimer ce que je pense». Une autre manifestante a dit vouloir montrer que «nous n'avons pas peur».

Dimanche dernier, des hommes vêtus de t-shirts blancs, armés de battes et de bâtons, ont passé à tabac des manifestants antigouvernementaux qui rentraient chez eux après une manifestation, dans une station et une rame de métro à Yuen Long. D'après les autorités hospitalières, 45 personnes ont été blessées.

De nombreuses voix se sont élevées pour critiquer la lenteur à intervenir de la police de ce territoire revenu en 1997 dans le giron chinois. La police a fait état de l'arrestation de 12 personnes en lien avec ces violences, dont neuf liées aux triades.

Yuen Long est une ville des

Nouveaux territoires où les gangs et les comités ruraux pro-Pékin sont très influents.

Hong Kong, haut lieu de la finance internationale, connaît depuis sept semaines de gigantesques manifestations pacifiques antigouvernementales, avec des affrontements sporadiques entre contestataires radicaux et policiers.

Le mouvement est parti du rejet d'un projet de loi désormais suspendu visant à autoriser les extraditions vers la Chine puis s'est élargi à des revendications plus larges de réformes démocratiques.

Aujourd'hui est prévue une autre manifestation dans un quartier de Hong Kong où la police anti-émeutes a tiré la semaine dernière des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc sur des manifestants qui s'en étaient pris au Bureau de liaison du gouvernement chinois à Hong Kong. La police a autorisé un rassemblement mais pas une marche.

A partir de ce soir

Le festival «Mosta du rire» est de retour

■ La ville de Mostaganem accueille la manifestation artistique «Mosta du rire» dans sa troisième édition. Cet évènement qui devait débiter jeudi dernier a été reporté suite au décès du président tunisien Béji Caïd Essebsi. Cette édition sera marquée par la participation de grands noms du one man show algérien, à savoir Abdelkader Secteur, Mustapha, Kamel Abdat et autres. Il y aura aussi des spectacles de danse et de chorégraphie. Organisé à la maison de la culture de la ville, cet évènement sera une occasion pour passer des moments de joie et de rire.



Par Abla Selles

Des humoristes représentant différentes régions du pays prennent part à la troisième édition de la manifestation «Mosta du rire». Cet évènement qui devait débiter jeudi dernier a été reporté suite au décès du président tunisien Béji Caïd Essebsi et l'annonce du deuil national en Algérie. «Mosta du rire» est un évènement qui prend

au fil des années plus de maturité et propose des spectacles de haut niveau. Pour cette nouvelle édition, les organisateurs ont concocté un programme riche et varié.

De la musique, du chant, de la danse et bien sûr du one man show sont au menu. «Des artistes de l'art du spectacle vont gratifier l'assistance avec un programme qu'on souhaite à la hauteur des attentes de notre

public», déclarent les organisateurs. Inspiré du «Marrakech du rire», le but majeur de cet évènement est de promouvoir la culture algérienne, offrir aux artistes l'occasion de rencontrer leurs fans et assurer des moments de rire et de joie à la population de la ville. D'ailleurs, des artistes de deux générations différentes sont à l'affiche de cette édition. Le public pourra assister au show de Mustafa et Abdelkader

Secteur. Ces deux artistes sont parmi les humoristes les plus connus depuis les années quatre-vingt-dix. Durant la période très difficile qu'a vécue notre pays, ces deux artistes étaient là pour faire rire les Algériens à travers des séries d'humour. Il y a aussi Morad Saouli.

De la nouvelle génération, le public pourra assister au spectacle de Kamel Abdat, un des humoristes les plus profession-

nels qu'a connus Kahwat Lgosto. Depuis, Kamel Abdat a animé plusieurs spectacles dans différentes villes du pays. Zohir Belhor est aussi à l'affiche de cette nouvelle édition du Festival «Mosta du rire». Cet humoriste anime depuis quelque temps des spectacles attirant un grand nombre de spectateurs.

Le plus jeune des participants lors de cette édition est le jeune Hichem Chennoufi de Mostaganem, lauréat du concours national «Mosta du rire» au mois de mai dernier.

A. S.

AGEND'ART

Casif de Sidi Fredj
29 juillet :

Soirée musicale animée par le rappeur français Rim'K.

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 31 août :

Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 31 juillet :

Le Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger, le Goethe Institut d'Alger et Habibi Funk présentent l'expo «Planète Malek – Une rétrospective», en hommage au compositeur Ahmed Malek.

Eplanade de l'Hôtel Méridien d'Oran

Judi 1^{er} août à 21h :

Smart prod et Probox Algérie présentent un concert du daft punk official tribute.

Galerie Baya du Palais de la Culture Moufdi-Zakaria

Jusqu'au 5 août :

L'ambassade du Japon présente une exposition de gravures japonaises «Photographic Images & Matter : Japanese prints of the 1970's».

Centre Culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger-Centre)

Jusqu'au 2 août :

Exposition de l'artiste Lila Bouzidi.

Jusqu'au 8 août :

L'Etablissement Arts et Culture, en collaboration avec la Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Alger, organise une exposition collective de l'artisanat d'art.

Galerie d'Arts Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger-Centre)

Jusqu'au 8 août :

Exposition de peinture avec l'artiste Belkacem Kefil.

Galerie d'Arts Mohamed-Racim (5, avenue Pasteur, Alger-Centre)

Jusqu'au 18 août :

Exposition de peinture avec l'artiste Abdelmajid Guemroud.

«Orange is the new black»

La série se fait la belle après sept saisons

Disponible depuis juillet 2013 dans les Etats-Unis, et quatorze mois plus tard en France, la série «Orange is the new black», créée par Jenji Kohan (auteure de la décoiffante *Weeds*), a connu un succès qui s'est annoncé, puis vite confirmé, grâce à un très épique parfum de scandale. Provoquant, comme «*House of Cards*», l'autre série-phare lan-

cée la même année, aux débuts de Netflix, une arrivée massive de nouveaux abonnés. La mort de l'attachante Poussey (Samira Wiley), en fin de saison 4 (2016), a marqué un premier coup d'arrêt ; un deuxième s'est produit à l'occasion de la scène de mutilerie finale de la saison 5 (2017). Les personnages, hauts en couleur – entre autres Kate Mulgrew

en cuisinière russe, Lea DeLaria en camionneuse lubrique en marcel, l'incroyable Uzo Aduba en Suzanne «Crazy Eyes», etc. –, commencent à faire du surplace et les situations à frôler le ridicule.

La septième et dernière saison, mise intégralement à disposition par Netflix vendredi 26 juillet, enfonce le clou sur le sys-

tème des prisons privées aux Etats-Unis, où efficacité et profit sont les maîtres-mots. Elle évoque aussi les pièges tendus à certaines détenues en situation irrégulière – embarquées dès leur libération, réincarcérées puis déportées. Un inévitable écho des pratiques de l'Amérique trumpienne.

R. I.

Cinéma

Philippe Ogouz n'est plus

L'un des comédiens de doublage les plus célèbres en France, voix notamment de Bobby Ewing dans «*Dallas*» et du dessin animé «*Capitaine Flam*», est décédé à 79 ans, a annoncé vendredi la Société civile pour l'administration des droits des artistes et des musiciens inter-

prètes (Adami), qu'il avait présidé. «*Nous avons la grande tristesse d'apprendre le décès de Philippe Ogouz, président de l'Adami de 2005 à 2013 et membre actuel de son comité de surveillance*», a indiqué l'Adami dans un communiqué. Acteur à la radio, puis au théâtre, au ciné-

ma et à la télévision, c'est toutefois comme comédien de doublage qu'il s'est fait le plus connaître. Il a été l'une des voix françaises des acteurs américains Dustin Hoffman, Bruce Lee, Martin Sheen et John Travolta, ainsi que celle du personnage de Bobby Ewing dans la série télévisée

«*Dallas*» et celle de Leyland Palmer dans «*Twin Peaks*», série dont il a dirigé le doublage. Il a également prêté sa voix à de nombreux dessins animés des années 1980 (*Capitaine Flam*, *Ken le Survivant*, *Sailor Moon* ou *Ulysse 31*). Metteur en scène de théâtre, il avait reçu le Molière du meilleur spectacle musical en 1990 pour «*Tempo*». «*En tant que président de l'Adami, Philippe Ogouz a œuvré à la modernisation de la société (...) et mené un combat constant pour une juste rémunération des artistes-interprètes dans l'univers numérique*», souligne le principal gestionnaire des droits des artistes et musiciens interprètes.

R. C.

Après dix ans de fermeture

Les arènes d'Oran ouvertes au public

VESTIGE de la présence espagnole en Algérie, les arènes d'Oran rouvrent enfin leurs portes au public après 10 ans de fermeture.

Les Arènes d'Oran renouent avec le public à partir de ce mois. Des visites y sont possibles, chaque jour, hormis le vendredi, de 9h à 17h. Le prix d'entrée a été fixé à 30 DA. Pour rappel, la

réouverture de cet espace et une reprise d'activités étaient prévues l'an passé, avant de voir le projet échouer.

Situées à Eckmühl et dotées de 10 000 places, les Arènes datent du XX^e siècle (1910). Toujours sous l'influence espagnole, des spectacles de tauromachie étaient à y découvrir.



Football

Décès de l'ancien joueur de l'équipe du FLN Kaddour Bekhloufi

■ L'ancien joueur de la glorieuse équipe du Front de libération nationale (FLN) de football, Kaddour Bekhloufi, est décédé vendredi à Oran à l'âge de 85 ans des suites d'une longue maladie, a appris l'APS auprès de ses proches.



Par Racim S.

Bekhloufi est connu en France pour avoir joué une saison à l'AS Monaco avant de fuguer en 1958 pour rejoindre l'équipe du FLN qui a répondu à l'appel de la partie quatre ans après le déclenchement de la guerre de Libération. L'histoire de Bekhloufi avec le football a commencé à Oran, quand il avait signé chez le CAL Oran, avant de rejoindre l'AS Marine

d'Oran. Quelques années plus tard, en 1956, il reçoit ses premières propositions venant de l'étranger, plus précisément de Valence FC et de l'AS Monaco. Son choix a été fait en disant : «Entre Spania Khalia et la Côte d'Azur, il n'y avait pas photo.

Et pourtant, j'ai pris conseil auprès de Ahmed Firoud qui connaît bien cette région, et également auprès de Boudjellal qui avait effectué deux tentatives à Monaco et à Cannes». Il part donc effecteur des tests chez

l'AS Monaco qui s'avèreront être concluants, il fera alors deux tournées avec son club, en Corse et en Allemagne où il confirme sa valeur. Pour son premier match, il remplacera Michel Hidalgo, et il marquera un but, qui sera applaudi par le Prince Rainier et son épouse Grace Kelly, qui insisteront pour le voir après la rencontre.

En 1958, Kaddour laisse tout tomber et part rejoindre l'équipe du FLN à Tunis, avec laquelle il restera pendant 4 ans et avec

laquelle il dispute 30 matchs. Après cette période, il reprend du service à l'USM Bel-Abbès puis retourne à Oran mais cette fois-ci chez l'ASM Oran et terminera sa carrière de joueur chez l'USM Sétif, qu'il entraînera après avoir entraîné son club de cœur l'ASM Oran.

Avec cette équipe, il avait d'ailleurs perdu la finale de la Coupe d'Algérie contre MC Alger 3-4 en 1983, une finale qualifiée par les spécialistes comme étant l'une des meilleures dans l'histoi-

re de cette épreuve populaire. Ce joueur mythique est resté ensuite toujours au service du mouvement sportif à travers sa contribution aux mémoriaux de ses pairs qui ont fait la gloire du football en Algérie, avant qu'il ne tombe malade il y a quelques années, et depuis il n'a plus quitté son domicile au centre-ville. Il a été inhumé hier au cimetière d'Aïn El Beïda à Oran.

R. S.

France/Algérie/Hommage Mahrez honoré par sa ville natale Sarcelles

LE CAPITAINE de l'équipe nationale de football, Riyad Mahrez, a été honoré vendredi par la mairie de Sarcelles (Val-d'Oise), sa ville natale. Se disant «très fier» de cet enfant prodige, auteur d'un but d'anthologie en demi-finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui s'est déroulée en Egypte, le maire de Sarcelles, Patrick Haddad, a tenu à lui rendre un grand hommage à l'hôtel de ville en présence de sa famille, de ses proches, amis et membres de l'ambassade d'Algérie en France. Le maire a voulu lui rendre cet hommage dans une fête très restreinte, afin d'éviter l'affluence des Sarcellois pour lesquels l'attaquant de Manchester City est leur idole.

M. O.

Foot/Transfert

Visite médicale à Saint-Etienne pour Ryad Boudebouz

L'international algérien de Betis Séville (Liga), Ryad Boudebouz, a passé la première partie de sa visite médicale préalable à sa signature d'un contrat de trois ans à Saint-Etienne (Ligue 1 française), rapporte vendredi la presse locale. L'ASSE et le Betis Séville

ont trouvé jeudi un accord autour d'un transfert du milieu offensif algérien à 3,5 millions d'euros. Boudebouz devait passer hier matin la seconde partie. Le joueur algérien s'engagera ensuite pour une durée de trois ans. L'ancien joueur du FC Sochaux n'avait pas

pris part à la Coupe d'Afrique des nations CAN 2019 disputée en Egypte du 21 juin au 19 juillet remportée par l'Algérie pour la seconde fois de son histoire aux dépens du Sénégal (1-0).

O. B.

Transferts

Monchengladbach intéressé par Ramy Bensebaini

L'international algérien évoluant au Stade Rennais, Ramy Bensebaini, intéresse le club allemand de Monchengladbach (première division), a indiqué vendredi «France Football». Le club allemand, selon le magazine, a fait une offre de 7,5 millions d'euros pour racheter la dernière année de contrat de Ramy Bensebaini au Stade Rennais. Le nouveau champion d'Afrique avait déjà été

sollicité, l'été dernier, par Gladbach mais l'offre allemande n'avait pas été suffisante, rappelle-t-il, indiquant que le prix proposé en 2019 n'est pas encore de nature à convaincre les dirigeants rennais de lâcher leur défenseur de vingt-quatre ans. Le club italien de Naples, qui veut renforcer son flanc gauche, a déjà montré son intérêt pour le latéral algérien. Selon le quotidien sportif

«Tuttosport», les dirigeants de l'Inter Milan seraient également intéressés par le profil de l'ancien joueur de Paradou AC. Le journal sportif italien a indiqué que le club, à la recherche d'un défenseur central pour le reste de la saison, aurait décidé de recruter l'un de ces joueurs : Bensebaini, Joachim Andersen et Marcos Senesi.

H. N.

Football - Coupe arabe 2019-2020 (tirage au sort)

Les clubs algériens fixés sur leurs adversaires

Le MC Alger, le CS Constantine et la JS Saoura (invité), devaient connaître hier soir leur adversaires au premier tour de la Coupe arabe des clubs 2019-2020 de football à l'occasion du tirage au sort prévu à 17h00 à Rabat (Maroc). Outre les trois clubs algériens, la compétition verra la participation de L'ES Tunis, l'ES Sahel (tenant) et le CA Bizertin (invité), Ittihad Djeddah et Al-

Chabab (Arabie saoudite), Al-Arabi, Al-Koweït, Al-Salimia (Koweït), Al-Wasl, Al-Jazira (Emirats arabes unis), Al-Dhafar, Al-Nasr (Oman), Ittihad Alexandrie, Al-Ismaïly (Egypte), Al-Moharek (Bahreïn), El-Nejma, El-Aahd (Liban), Al-Hilal, Al-Merrikh (Soudan), Al-Jeich (Syrie) et Al-Chabab (Jordanie), WA Casablanca, Olympique de Safi, Raja Casablanca (Maroc), Nouadhibou

(Mauritanie), Ahly Benghazi (Libye), Hilal Al Qods (Palestine), Al Chorta, Forces aériennes (Irak). La première édition de cette compétition avait été remportée la saison dernière par l'Etoile du Sahel, vainqueur en finale d'Al-Hilal d'Arabie saoudite (2-1), empochant au passage la somme de 6 millions de dollars.

L. K.

Tournoi de beach-volley à Jijel Début des compétitions avec la participation de 46 joueurs

UN TOURNOI de beach-volley (masculin) a été lancé vendredi à la plage Kottama, au centre-ville de Jijel, avec la participation de 46 joueurs venus de six wilayas de l'Est. Les équipes participantes sont scindées en quatre groupes et les deux premières équipes seront qualifiées pour les quarts de finale. Les parties se jouent en deux sets de 12 points chacun, ont indiqué les organisateurs. L'événement sportif, initié par la Fédération algérienne de volleyball en coordination avec la ligue locale de la même discipline, est inscrit dans le cadre du programme de diversification des activités et loisirs de la saison estivale dans cette ville côtière et de promotion de la destination Jijel, a relevé le directeur local de la jeunesse et des sports, Amar Djaiz.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tlemcen et Aïn Témouchent

Saisie de quantités de kif traité

DEUX quantités de kif traité s'élevant à 71,35 kilogrammes et 730 grammes ont été saisies à Tlemcen et Aïn Témouchent par des éléments des gardes-côtes et de la Gendarmerie nationale, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et suite à des opérations distinctes, des gardes-côtes ont saisi, les 25 et 26 juillet 2019 à El-Ghazaouet, wilaya de Tlemcen, 71,35 kilogrammes de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie

nationale ont saisi, à Aïn Témouchent, une autre quantité de la même substance s'élevant à 730 grammes», précise la même source. Dans le même contexte, des détachements de l'Armée nationale populaire «ont intercepté, à Tamarassat, huit orpailleurs et saisi deux détachements de métaux, onze groupes électrogènes et onze marteaux piqueurs, alors que d'autres détachements de l'ANP ont déjoué des tentatives de contrebande de 3 386 litres de carburants à Souk-Ahras, Tébessa et El-Tarf». O. N.

Concours d'accès aux Ecoles des cadets de la Nation

Près de 1 000 candidats convoqués

PRÈS de 1 000 candidats ont été convoqués pour le concours d'accès aux Ecoles des cadets de la Nation (cycles moyen et secondaire), pour l'année scolaire (2019/2020), qui a débuté, hier, à l'Ecole des cadets de la Nation «Chahid-Zemité-Hamoud» de la Première région militaire de Blida. La première étape du concours, étalé sur trois jours (du 27 au 29 juillet), concernera les élèves du cycle moyen, au nombre de 578 candidats sélectionnés sur la base de la moyenne obtenue à l'examen de fin de cycle primaire. Les premier et 2^e jours seront consacrés aux examens médicaux (pédiatrie, dentaire, cardiologie, et ophtalmologie), qui habiliteront les candidats à rejoindre les écoles des cadets sur la base de critères fixés par la Direction centrale des services de la santé militaire, avant que les élèves sélectionnés ne soient soumis à un examen en aptitude physique. Un examen psychologique est également prévu pour les candidats, aux fins de confirmer leur volonté «réelle» d'adhérer aux écoles des cadets et de leur aptitude à vivre éloignés de leur famille, notamment concernant les élèves du cycle primaire. Lundi prochain, les élèves sélectionnés aux examens médicaux et physiques seront soumis à des tests écrits en mathématiques et langues arabe et française. Toujours selon les organisateurs, l'Ecole des cadets de la Nation de Blida accueillera, mardi prochain, 362 élèves candidates au concours de passage au cycle secondaire. Sachant que pour cette année, ce concours concernera les filles seulement, vu que la capacité d'accueil de l'école est d'une centaine de places, réservées aux candidates issues du civil, au moment où une cen-

taine d'autres places sont réservées aux élèves issus des écoles des cadets du cycle moyen. Ces tests seront soumis aux examens médicaux et physiques les 30 et 31 juillet, avant de passer le 1^{er} août, pour les sélectionnées d'entre elles, les tests écrits en mathématiques, sciences physiques, technologie et langue arabe. Les résultats de ces tests écrits seront annoncés immédiatement après leurs corrections, avant la convocation des élèves reçus à rejoindre les écoles des cadets. Approchés par l'APS, de nombreux parents élèves des wilayas du Centre, se trouvant sur place depuis les premières heures de la matinée, ont motivé l'encouragement de leurs enfants à passer ce concours, par leur volonté de «les (enfants) faire bénéficier d'une formation de haut niveau, à l'image de celle assurée par ces écoles militaires», ont-ils indiqué. «Le rêve de ma vie est de voir mon unique enfant rejoindre l'institution militaire, et mon fils m'a promis de la réaliser, en devenant un médecin militaire, à l'avenir», a souligné, à ce propos, une dame. Un autre parent d'élève a, quant à lui, déclaré, qu'il s'agit du «rêve» de son fils, qui aspire à devenir un aviateur militaire, et qu'il «ne veut aucunement le contrarier». A noter que les Ecoles des cadets de la Nation appliquent le même programme d'enseignement officiel du ministère de l'Éducation nationale, tout en inculquant à leurs élèves les règles de base de la discipline militaire à travers une formation paramilitaire adaptée, conjuguée à un programme complémentaire en éducation physique, civique et morale.

L. M.

23e vendredi



Djalou@hotmail.com

Plus de 150 000 personnes ont visité le village Sahel

Clôture de la 16^e édition du festival Raconte-Arts à Bouzeguène

■ La 16^e édition du festival culturel Raconte-Arts a pris fin vendredi soir, après 8 jours d'intenses activités artistiques et sportives au village Sahel, dans la commune de Bouzeguène (60 km à l'est de Tizi Ouzou).

Par Hamid M.

Quelques 150 000 personnes se sont rendues durant les journées et soirées de ce festival pour assister aux différentes activités animées par plus d'un millier de participants de divers horizons artistiques et d'une vingtaine de pays. Les étrangers étaient nombreux à participer à ce festival, certains sont venus de Nouvelle-Calédonie. Le village Sahel a vibré pendant 8 jours et 8 nuits au rythme de ce festival. Les initiateurs de ce rendez-vous cultu-



exprimé le souhait de revenir à l'occasion des prochaines éditions. Du bilan dressé par les organisateurs, il ressort le respect des programmes de la

rel annuel ont été agréablement surpris par la grande adhésion des villageois et de toute la population de la région en général. Les invités ont été mis dans de meilleures conditions pour donner le meilleur d'eux-mêmes, de l'avis de nombreux participants dont ceux venus de Nouvelle-Calédonie qui ont

16^e édition du festival. Au dernier jour de ce festival, a eu lieu le traditionnel carnaval où la participation libre a battu tous les records. Les organisateurs donnent rendez-vous à leurs fans pour la 17^e édition qu'abritera la commune de Yakourène (42 km au nord-est de Tizi Ouzou) l'été prochain. H. M.

El Tarf

Ouverture demain de la 5^e édition du Ciné-plage El Kala

La 5^e édition du Ciné-plage d'El Tarf sera ouverte demain avec dix projections cinématographiques proposées à la plage El Mordjane d'El Kala, a indiqué hier le directeur local de la culture. Inscrite dans le cadre du programme d'animation de la saison estivale 2019, à l'initiative de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), avec la participation de la direction locale de la culture, cette manifestation devra se poursuivre jusqu'au 2 août prochain,

a précisé Adel Safi. Les projections, cinq courts et 5 autres longs métrages, sont au menu de cette manifestation culturelle, a précisé la même source, signalant que les estivants sont invités à la projection de deux films par soirée, un court et un long métrage, et ce, durant cinq jours de suite. Cette manifestation culturelle est appelée à égayé les soirées des estivants, nombreux en cette période de canicule, a-t-on soutenu de même source. Un programme

d'animation culturelle varié a été, par ailleurs, concocté par la direction locale de la culture où un bouquet de chanteurs locaux dont la troupe du patrimoine Aissaoua «El Dendania» et les jeunes Issam et Fethi d'El Tarf animent les soirées des estivants, a-t-on signalé, notant que 5 000 titres de livres, de différents domaines, sont également mis à la disposition des baigneurs dans le cadre de la biblio-mobile.

May G.